



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 07 décembre 2020

Où est la violence dans la société ?

La vague de contestation et de colère soulevée par la loi de Sécurité globale a continué ce samedi : des manifestations ont à nouveau eu lieu dans 90 villes pour dénoncer les violences policières et le renforcement de l'autoritarisme de l'État. Elles se sont jointes bien souvent aux manifestations contre le chômage et la précarité prévues le même jour. Tout naturellement, car le tour de vis sécuritaire n'a pour seule raison d'être que la crainte du gouvernement de voir exploser la colère sociale : il veut pouvoir donner libre cours à la répression.

Opération blanchiment

Pourtant, vendredi, Macron s'était livré à une opération grand écart qui n'a pas convaincu les dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes. Il a prétendu s'adresser à eux en se faisant interviewer en ligne sur Brut, entre autres par le journaliste Rémy Buisine, celui que les flics avaient délogé à coups de botte tandis qu'ils chassaient les migrants place de la République.

Pendant deux heures, Macron a essayé de désamorcer l'indignation suscitée par les images du tabassage des réfugiés ou de celui du producteur de musique Michel Zecler. La main sur le cœur, il a parlé des « violences inadmissibles » de certains policiers, a semblé découvrir l'existence des contrôles au faciès – qui sont le lot quotidien des jeunes ou moins jeunes des quartiers populaires – et même désavoué les mots de Darmanin pour lequel les policiers auraient juste « déconné ». Et de proposer un numéro vert pour ceux qui voudraient dénoncer des policiers « déconnants ».

Les syndicats de police ont tout de suite crié à la trahison. Pourtant, ces mots creux n'avaient qu'une fonction : blanchir le projet de loi qui vise à entraver notre liberté de contester et dont l'article 24, pas encore supprimé mais juste en cours de réécriture, est taillé pour assurer aux forces répressives de police l'impunité face à ceux qui filmeraient leurs exactions.

Contesté, Darmanin, a trouvé de son côté un dérivatif : la loi sur le « séparatisme » voulue par Macron. Fraichement rebaptisée « Loi confortant les principes républicains », elle est destinée à cibler une partie des classes populaires bien plus qu'à lutter contre le terrorisme ! La chasse au faciès reste ouverte et la violence des forces de police, que Macron prétend vouloir « exemplaires », encouragée.

Puis opération discrédit

Dès samedi, les manifestants ont eu un bel aperçu de cette violence... de la part de l'État ! Par décision du gouvernement ou du préfet de police de Paris, passé maître à casser du manifestant, ou des deux, la manifestation parisienne était serrée de près par un

nombre incalculable de gendarmes et CRS. Cet arsenal impressionnant destiné à intimider ceux qui défilaient n'a pas empêché des black blocks ou prétendus tels (quelque 400 dit la presse, mais combien de provocateurs policiers parmi eux ?) de mener des casses. Ce qui tombait bien à pic pour le gouvernement. Le soir même, ceux qui étaient devant les journaux télévisés ont eu, eux aussi, leur part d'intimidation : la police y était félicitée pour avoir protégé les manifestants des casseurs, le monde à l'envers !

La violence, parlons-en !

Pas un jour ne passe sans que des licenciements ne soient annoncés chez Danone, Auchan, Safran, Elior, Latécoère, 35 000 en tout depuis septembre selon des estimations. Malgré le plan d'aides massives à ces grands groupes capitalistes, ceux-ci ont toute liberté pour jeter des travailleurs dans la misère en pleine crise liée à la pandémie. L'argent magique que le gouvernement a sorti de son chapeau, qu'il a refusé aux hôpitaux publics et aux Ehpad, se rendant responsable de milliers de morts, sert aujourd'hui à licencier en toute impunité !

C'est cela la violence de ce système économique : nous sommes « libres » d'aller pointer au chômage, les petits commerçants de mettre la clef sous la porte, tandis que les capitalistes empochent les milliards et imposent des reculs aux travailleurs. Ceux qui se mobilisent ont bien raison, la défense de nos conditions de vie et de nos libertés vont de pair.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Ça dépasse les bornes !

Après plusieurs années d'attente, les bornes de recharge de véhicules électriques sont enfin arrivées sur Vélizy.

La bonne surprise c'est que le coût de recharge est au minimum le double de celui d'une recharge domestique pour les véhicules les plus récents !

Si l'objectif était de favoriser les bénéficiaires de IZIVIA sur notre dos, il ne fallait pas se presser.

Formations au rabais

Pendant l'activité partielle les formations ne peuvent se faire que sur la base du volontariat. Pourtant certains chefs font pression pour que des collègues s'inscrivent à des formations les jours chômés.

Une aubaine pour PSA de nous former au frais de l'Etat - c'est-à-dire par nos impôts - alors que les ouvriers et les TAM qui acceptent ne continuent de percevoir que 84% de leur salaire net !

Alors si la direction veut qu'on se forme, à PSA de payer de sa poche et à 100% !

Volontariat sauce PSA

La semaine dernière avait lieu la première réunion entre la direction et les syndicats sur NEA. Si la direction a tenu à réaffirmer la notion de "double volontariat" elle a surtout laissé entendre la probable disparition du TAD.

De plus le développement des zones collectives sur Vélizy ne devrait laisser que 15% de postes individuels.

Au choix donc : un télétravail dont le nombre de jours est imposé par la direction ou travailler 100% sur site, les uns sur les autres ! Nous on appelle ça du forçariat...

Et pourquoi pas sanctionner les malades ?!

A CY la direction s'est mise à distribuer des blâmes aux salariés qui portent mal le masque. Plutôt que de diminuer les cadences, assurer davantage de pauses pour respirer elle préfère nous faire porter le chapeau individuellement ! Quand on ne peut pas télétravailler on risque déjà notre santé dans les transports, les ateliers, les bureaux pour maintenir les bénéficiaires de PSA et maintenant on risque aussi des sanctions !

Pour fermer une usine... il faut un projet industriel

Mercredi 25 novembre, les dirigeants de Renault ont confirmé que l'usine de Flins ne produira plus de véhicules neufs à partir de 2024. L'usine doit être transformée en centre de recyclage automobile.

Aujourd'hui l'usine emploie 2 600 CDI et 1 100 intérimaires, et tout le monde sait que cette nouvelle activité dite « écologique » est très loin de maintenir l'emploi : actuellement l'activité recyclage n'emploie que 300 salariés dans le groupe. Sous prétexte de « réinventer Flins », la direction veut diviser le site en 4. Elle invente surtout une nouvelle arnaque : son projet est de fermer progressivement le site ou de le vendre. La direction elle-même reconnaît qu'il n'y aura plus qu'autour de 1700 salariés en 2025 à Flins.

Faisons les battre en retraite !

La semaine dernière, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a annoncé que la réforme des retraites

serait « une priorité absolue ». Devant le tollé, il s'est fait reprendre par le gouvernement... qui ne tient pas à jeter de l'huile sur le feu dans un contexte où la colère monte contre la loi de Sécurité globale et les licenciements qui se multiplient. C'est la détermination des grévistes l'hiver dernier qui les pousse à temporiser. Alors, pour les forcer à laisser cette réforme à la poubelle et à remballer toutes leurs attaques, à quand une nouvelle grève ?

Patrons licencieurs : les vrais voyous.

Pour les grands groupes, la crise du Covid est l'occasion de licencier : ainsi General Electric, le géant de l'agroalimentaire Cargill, le leader du tourisme TUI ou Bridgestone, premier fabricant de pneus mondial ; et aussi chez Danone, Auchan, Safran, Elior ou Latécoère, entre autres. On ne peut pas dire qu'ils soient en crise ! Le scénario est toujours le même : des négociations qui n'en finissent pas, des syndicats qui jouent le jeu truqué du « dialogue social » et à la fin, la liquidation totale ou partielle des emplois. Mais dans certaines entreprises, les salariés refusent d'attendre que l'on vende leur peau. Ils commencent à s'organiser en collectifs pour se faire entendre et se coordonner. S'organiser pour résister aux licenciements : voilà une stratégie à étendre partout où sévissent les patrons voyous.

Giscard se barre

Il avait quitté son château de Chanonat pour habiter de 1974 à 1981 le palais de l'Élysée, depuis lequel il mena une politique résolument anti-ouvrière : de la faillite provoquée de Lip à Besançon en 1976, où les ouvriers avaient mené une grève mémorable, jusqu'aux plans d'austérité dits « plans Barre », en passant par la première grande vague de licenciements dans la sidérurgie en Lorraine.

Il envoya aussi l'armée soutenir des dictateurs au service de la Françafrique. Quant à la mise à niveau de la législation française (droit de vote à 18 ans, autorisation de la contraception et de l'IVG), elle n'a été arrachée que par les luttes massives des femmes et de la jeunesse depuis 1968. Et Giscard, c'était aussi les affaires et la corruption : l'affaire Boulin, les avions renifleurs ou les diamants de Bokassa...

Il est mort au château d'Authon, celui de son épouse, héritière d'une famille de magnats de la sidérurgie. Quel d'Estaing...

Retrouvez les bulletins L'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

